

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Pôle Risques Chroniques  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 16 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **FONDERIE LAVAL**

ZA des Dahinières  
Route de Fougères  
53810 Changé

**Références :** 2025-487\_Fonderie Laval\_INSP\_RAP  
**Code AIOT :** 0006301479

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement FONDERIE LAVAL implanté ZA DES DAHINIÈRES ZA DES DAHINIÈRES 53810 CHANGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FONDERIE LAVAL
- ZA DES DAHINIÈRES ZA DES DAHINIÈRES 53810 CHANGE
- Code AIOT : 0006301479
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité de l'établissement Fonderie Laval, implanté dans la zone d'activités industrielle et artisanale de la commune de Changé, consiste à fabriquer des pièces moulées en alliages ferreux notamment destinées au secteur de l'automobile (pièces complexes de 200 g à 8 kg). La production est composée de 80 % de fonte GS, 10 % de fonte grise et 10 % d'acier. Le site emploie 75 personnes environ. L'établissement fonctionne actuellement en 1/8 suite à la reprise du site au 1<sup>er</sup> mars 2024 par le Groupe Gietburb.

L'activité de fonderie de fontes et aciers se décompose en plusieurs étapes : préparation des noyaux et moules en sable, fusion du métal et coulée dans les moules, refroidissement et

décochage, parachèvement de la pièce (tronçonnage, ébarbage, grenailage) et finition. La fusion est réalisée au niveau de fours électriques par induction.

L'activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 08/10/2009 au titre de la rubrique 2551-1 : Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages ferreux, pour une capacité maximale autorisée de 20 t/j produites pour 50 t/j de métal fondu.

Le noyautage et le moulage des « séries » et « prototypes » est réalisé à l'aide de deux procédés à prise chimique :

- Polymérisation à chaud pour le procédé CRONING (en coquille) : sable contient une résine formo-phénolique qui va jouer le rôle de liant. Avec l'ajout de l'hexaméthylènetétramine (durcissant) et sa décomposition en formaldéhyde et ammoniac, cela forme la liaison (durcissement à chaud).
- Polymérisation à température ambiante pour le procédé Polyuréthane (durcissement au liquide à froid) : mélange de trois composés : résine phénolique, isocyanate et un catalyseur.

L'exploitant exploite 7 fours de fusion à induction :

- 3 fours de 1,5 tonne chacun (fusion, maintien, coulée)
- 2 fours de 0,9 tonne chacun (fusion, maintien, coulée)
- 2 fours de 0,25 tonne chacun (fusion, maintien, coulée)

Thèmes de l'inspection : Air / Eau de surface / IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Qualité des rejets d'eaux usées industrielles	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
3	Evaluation des risques sanitaires	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 9.4.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Modification des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 1.5.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
7	Dispositions générales - Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 3.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
8	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Surveillance des rejets atmosphériques (noyautage/moulage) - Paramètres	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 9.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
13	Maîtrise et réduction des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 29/11/2021, article 2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Susceptible de suites	Sans objet
10	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	Susceptible de suites	Sans objet
11	Emissions de poussières - Meilleures Techniques Disponibles	Autre du 01/05/2005, article 5.2	Susceptible de suites	Sans objet
12	Dossier de réexamen - IED	Code de l'environnement du 11/03/2017, article R.515-71-I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a respecté ses engagements quant à la mise en œuvre d'un système de traitement adapté des fumées issues de fours de fusion avant le 31 décembre 2025. Des justificatifs et/ou des actions correctives sont attendus pour les écarts mentionnés au sein de la présente visite d'inspection.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Qualité des rejets d'eaux usées industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappel des constats précédents :</u></p> <p>Au cours de la visite d'inspection du 10/09/2020, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant était à l'origine, <i>a minima</i>, d'un rejet d'eaux usées industrielles. Il s'agit d'eaux usées provenant du nettoyage de certains équipements (pistolet de collage, bac à couche, ...). Ces opérations de lavage sont réalisées au droit d'une aire étanche et couverte. Le lavage est effectué par karcher. Cette zone dispose en point bas d'un avaloir raccordé à un décanteur / deshuileur. Les eaux traitées issues de cet équipement sont rejetées dans le réseau d'eaux pluviales du site qui rejoignent ensuite un bassin situé à l'entrée du site. Ces eaux transitent enfin par un deshuileur/débourbeur avant de rejoindre le milieu naturel. Après ouverture de l'ouvrage de traitement présent au droit de la zone de lavage, il avait été constaté que les eaux présentes dans le deshuileur sont très chargées, témoin d'une charge importante en pollution. L'inspection s'interroge fortement sur la pertinence et sur les capacités d'épuration du dispositif retenu pour traiter ce type d'effluent. Dans ce contexte, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de réaliser un diagnostic de son installation de lavage ainsi que du dispositif de traitement associé. Ce diagnostic doit présenter <i>a minima</i> une évaluation de la consommation en eau de cette installation, la fréquence d'utilisation, la quantité et la qualité des effluents générés avant et après dispositif de traitement au droit de la zone de lavage, les modalités précises de raccordement au réseau du site, ....</li><li>• de réaliser une étude technico-économique de substitution de cette installation par une installation spécifique et adaptée. Le lavage par karcher est jugé peu efficace d'un point de vue environnemental par l'inspection (forte consommation en eau, absence de recyclage et production d'un effluent aqueux). D'autres technologies de lavage existent et leurs applications sur le site doivent être examinées.</li></ul> <p>Au cours de la visite d'inspection du 04/02/2021, l'exploitant précisait les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• un sous-compteur d'eau a été ajouté au niveau de la zone Karcher. L'exploitant précise qu'après deux mois de relevé, un dimensionnement de l'installation de traitement sera réalisé et un planning sera proposé. L'exploitant s'engage à effectuer les travaux sur le 1<sup>er</sup> semestre 2021. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé que les relevés du sous-compteur mettaient en évidence une consommation en eau de l'ordre de 5 m<sup>3</sup> par mois, ce qui est relativement faible.</li><li>• l'aire de lavage est utilisée pour le nettoyage de filtre spécifique pour le parachèvement (présence d'hydrocarbures) et le nettoyage de pot/fût de colle (pâte sous forme de liant silicate ou avec des traces de phénols). L'exploitant précise que les autres solutions techniques semblent compliquées en termes de mise en œuvre et qu'il s'est rapproché de la société TLTP pour chiffrer le renouvellement de l'aire de lavage.</li></ul>

Il convient de poursuivre les investigations telles que renseignées lors de la précédente visite d'inspection, notamment les informations relatives à la qualité de l'effluent brut et de l'inventaire exhaustif des utilisations faites au sein de cette station de lavage.

Compte tenu des orientations prises par l'exploitant, l'inspection rappelle que, qu'elle que soit l'installation de traitement retenue, la qualité des effluents traités en sortie de l'installation de lavage, et non pas en sortie du site, devra être conforme avec les dispositions 32-1, 32-2, 32-3 et 32-4 de l'arrêté ministériel du 02/02/98.

Au cours de la visite d'inspection du 28/03/2023, l'exploitant mentionnait les éléments suivants :

- Afin de continuer les investigations, les étapes suivantes ont été mises en place : suivi des consommations mensuelles de l'eau pour l'aire de lavage (+lavabo), premier état des lieux des produits susceptibles d'être lavés dans l'aire de lavage, premier état des lieux sur les personnes susceptibles d'utiliser l'aire de lavage, analyse d'eau avant le débourbeur et mise en place d'une fiche de suivi
- Lancement d'une étude afin de définir les solutions les plus pertinentes par rapport à l'impact environnemental et au coût (intégration d'un filtre à charbon entre l'aire de lavage et le bassin de rétention, réfection totale de l'aire de lavage, raccordement aux eaux usées,...)

L'exploitant a présenté les résultats des investigations menées, à savoir le suivi de la consommation en eau, les produits nettoyés au sein de l'aire de lavage, les résultats d'analyse des eaux avant et après le débourbeur. Il convient d'effectuer une synthèse des investigations réalisées et de tirer les conclusions sur la ou les stratégies de gestion de ces effluents.

#### Constats de la présente visite d'inspection :

Par courrier daté du 31/05/2023, l'exploitant précise notamment que :

- un suivi a été effectué sur une période donnée pour statuer sur l'utilisation de l'aire de lavage. Les suites envisagées étaient les suivantes : soit la mise en place de filtres spécifiques pour traiter les eaux pluviales (impossibilité technique), soit la réhabilitation complète de l'aire de lavage (environ 50 keuros TTC) ;
- la société SOA a été mandatée pour effectuer le pompage des boues de l'aire de lavage.

Au cours de la présente visite d'inspection, l'inspection a constaté que les caractéristiques de l'aire de lavage n'ont pas été modifiées. L'exploitant déclare qu'un devis pour la refonte de cette aire avait été établi en 2023. La finalité de l'exploitant est de disposer d'une aire de lavage équipée d'une fosse de récupération des eaux usées. Ces eaux usées seraient ensuite évacuées en tant que déchets. L'exploitant déclare un montant d'investissement de l'ordre de 60 000 euros. **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre avant la fin de l'année 2025 un devis actualisé pour la rénovation de l'aire de lavage et un échéancier de mise en oeuvre sur l'année 2026.**

Comme mentionné lors de la visite d'inspection du 10/09/2020, la finalité de ces actions est d'éviter tout rejet d'eaux usées industrielles afin de s'affranchir des exigences réglementaires associées (surveillance de la qualité des effluents, GIDAF, contrôles inopinés, RSDE, compatibilité de la qualité des rejets avec les milieux,...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 2 : Cessation partielle d'activité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/06/2022, article R. 512-39-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cessation partielle d'activité

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

**Constats :**Rappel des constats précédents :

Par courriel du 25/02/2021, l'exploitant a mentionné à l'inspection son projet de cession d'une partie des terrains à Laval Agglomération dans le cadre d'un projet GNV. Par courriel du même jour, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que les parcelles concernées sont mentionnées à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral de 2009.

Constats de la présente visite d'inspection :

Par courrier daté du 31/05/2023, l'exploitant transmet les plans parcellaires faisant suite au projet de construction de la base GNV. Sur le document sont mentionnées les parcelles cédées au "Territoire d'Energie Mayenne", à savoir les parcelles 179 et 180 de la section YR. Compte tenu de l'absence probable d'activité ICPE au sein des parcelles 179 et 180 de la section YR, la procédure applicable pour cette libération des terrains est celle définie à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement (Modification des conditions d'exploitation). **En conclusion, pour les parcelles 179 et 180 de la parcelle YR, cette libération de terrain doit faire l'objet d'une transmission d'un dossier de porter à connaissance à Madame la Préfète de la Mayenne. Ce dossier doit décrire la modification et apporter les éléments d'appréciation suivants : justification au travers d'une étude historique de l'absence d'ICPE sur les parcelles concernées et réalisation d'une levée de doute sur la qualité des sols.**

Par ailleurs, par courrier en date du 06/11/2023, la société Fonderie Laval a transmis à l'inspection des installations classées un courrier relatif à la cession d'une emprise de 11703 m<sup>2</sup>, localisée sur la parcelle cadastrale 41 de la section YR. Cette parcelle est également mentionnée à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral de 2009. Comme pour les parcelles 179 et 180 de la section YR, la procédure applicable pour cette libération des terrains est celle définie à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement. Par courriel en date du 03/09/2025, l'exploitant a transmis une étude environnementale de la parcelle 41 de la section YR (Rapport SOCOTEC E14Q5/23/971 du 13/12/2023). Cette étude comprend une étude historique et documentaire (A100), une étude de vulnérabilité des milieux (A120) et un diagnostic de l'état des sols (A200). Compte tenu de l'activité du site, le programme analytique appliqué dans le cadre de la vérification de la qualité des sols a porté sur les paramètres suivants : Eléments traces métalliques, Phénols et Chlorophénols. L'étude conclut que les résultats de la qualité des sols mettent en évidence l'absence de contamination significative dans les sols de surface liée aux rejets atmosphériques de la fonderie. **En conclusion, cette partie de la parcelle 41 de la section YR peut être retirée du périmètre d'exploitation de la société Fonderie Laval. Cette modification du périmètre d'exploitation sera prise en compte lors d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral du 08/10/2009.**

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2 mois**N° 3 : Evaluation des risques sanitaires****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 9.4.3

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evaluation des risques sanitaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 28/03/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'évaluation d'impact sanitaire des émissions atmosphériques issues des fours de fusion de fonte et d'acier doit être réalisée pour le 31 décembre 2010.
<b>Constats :</b> <u>Rappel des constats précédents :</u> Par courrier en date du 09/04/2018, l'exploitant a transmis des éléments de réponse aux demandes formulées par l'inspection. Les éléments fournis ne répondent pas intégralement aux attentes de l'inspection. Le flux de poussières mesuré en 2019 (3,2 kg/h) en sortie de la cheminée des fours de fusion est supérieur à l'hypothèse retenue dans l'ERS de 2016. La somme des flux totaux de poussières mesurés est supérieure aux hypothèses prises pour l'ERS (3 200 g/h > 1 504 g/h). Les calculs de risque de l'ERS aboutissaient aux résultats suivants : IR max = $4,8 \cdot 10^{-2}$ (pour une limite à 1) et ERI max = $1,6 \cdot 10^{-6}$ (pour une limite à $10^{-5}$ ). L'exploitant doit s'assurer que les modalités de fonctionnement de ses installations restent compatibles avec la qualité des milieux et la santé des populations. Sur la base des substances susceptibles d'être émises par les activités du site, des valeurs limites d'émissions applicables à chaque émissaire (arrêté du 02/02/98 et MTD), des résultats d'analyse de la prochaine campagne de surveillance des rejets atmosphériques et des observations formulées par l'inspection, l'exploitant mettra à jour son évaluation des risques sanitaires sous un délai d'un an. Contrairement à ce qui est mentionné dans le courrier du 23/10/2020 de l'exploitant, la mise à jour de l'Evaluation des Risques Sanitaires de l'établissement ne nécessite pas une mise à jour de l'arrêté préfectoral. Cette étude doit être réalisée sur des hypothèses majorantes en termes d'expositions des riverains. Ces hypothèses doivent être justifiées au regard de l'activité. La remise de cette étude est attendue pour la fin de l'année 2021. Dans son courrier du 23/07/2021, l'exploitant précise que la demande de mise à jour de l'ERS est en attente de devis auprès de la Société APAVE. Une fois validée, la mise à jour du document sera lancée. A ce jour, aucun document n'a été transmis à l'inspection des installations classées. <u>Constats de la présente visite d'inspection :</u> Par courrier daté du 31/05/2023, la société Fonderie Laval précise que les devis pour la mise à jour de l'étude sanitaire ont été actualisés (deux prestataires, APAVE et INERIS). Dans son courrier, l'exploitant s'engage à lancer la mise à jour de l'ERS "seulement si un dossier de reprise est déposé au mandataire". La société a été reprise le 1 <sup>er</sup> mars 2024. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare, du fait de la mise à jour des MTDs et d'un visuel de charge de production qui commence à se préciser, mettre à jour l'ERS "fin 2025 - début 2026". <b>L'inspection des installations classées prend acte de l'engagement de l'exploitant de remettre l'ERS pour l'année 2026.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Modification des conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Portée à connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 28/03/2023</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> <u>Rappel des constats précédents :</u> Par courrier en date du 09/04/2018, l'exploitant précise uniquement que le Nickel, au sens solide du terme, ne fait pas partie des rubriques 4xxx de la nomenclature et qu'une modification du dossier ICPE doit être envisagée. Afin de disposer des éléments caractéristiques de la société pour actualiser les dispositions de l'arrêté préfectoral du 08/10/2009, le dossier de porter à connaissance de 2012 devra être mis à jour, comme demandé lors de la visite d'inspection du 28/11/2017. Ce dossier devra être transmis sous un délai de 3 mois à l'inspection des installations classées. Par courrier du 23/07/2021, l'exploitant précise que la mise à jour de la veille réglementaire, sur la partie environnement avec la revue de la nomenclature a été faite par la société ECE. Une fois validée, le document sera transmis. A ce jour, aucun document n'a été transmis à l'inspection des installations classées. <u>Constats de la présente visite d'inspection :</u> Les documents transmis par courrier du 31/05/2023 ne répondent pas aux attentes de l'inspection des installations classées. <b>Compte tenu du fait que la procédure de réexamen ait été engagée suite à la publication des conclusions sur les MTDs associées au BREF Fonderie le 06/12/2024, l'inspection des installations classées attend que le dossier de réexamen présente, de manière détaillée, l'ensemble des activités du site (type de process, liste de l'ensemble des équipements et leur fonction, substances et mélanges employés, ...). Ces éléments seront complémentaires à ceux attendus au sein d'un dossier de réexamen.</b> NOTA : En cas de modification des conditions d'exploitation (projet d'augmentation de capacité de production, nouveau process de noyautage, ou autre), l'inspection des installations classées rappelle que l'exploitant est tenu de transmettre un dossier de porter à connaissance accompagné de l'ensemble des éléments d'appréciation. Ces éléments permettront d'évaluer le caractère substantiel ou non de la modification projetée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 28/03/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie



terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.

L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

#### **Constats :**

##### Rappel des précédents constats :

Au cours de la visite d'inspection du 28/03/2023, il a été constaté que l'ensemble des rejets atmosphériques fait l'objet d'un rejet via une cheminée, excepté ceux issus des installations CM34, SM15-8/9 et Moulage Automatique 1 et 2. Ces installations font chacune l'objet d'une aspiration spécifique mais qui est ensuite raccordée à un collecteur de plus gros diamètre au sein duquel des tourelles d'extraction sont présentes en toiture. La dispersion de ces effluents s'effectue via ces tourelles. La diffusion de ces effluents n'est pas conforme.

Au cours de la visite des installations, il n'a pas été constaté d'obstacle à la dispersion des effluents atmosphériques excepté pour les rejets des effluents issus des installations CM34, SM15-8/9, Moulage Automatique 1 et 2 et PMS pour lesquels des dispositifs du type "Chapeau chinois" sont présents et font obstacle à la bonne dispersion des effluents.

##### Constats de la présente visite d'inspection :

Par courrier du 31/05/2025, l'exploitant précise que le dispositif "Chapeau chinois" pour les effluents atmosphériques issus de l'installation PMS a été supprimé. **Les modalités de diffusion des effluents atmosphériques issus des installations CM34, SM15-8/9, Moulage Automatique 1 et 2 doivent être revues avec la mise en place d'un exutoire adapté.**

Selon le dernier rapport de mesure de la qualité des rejets (Rapport APAVE n°1346733452-001-2 du 10/03/2025), de « nouveaux émissaires » ont été ajoutés à la surveillance de la qualité des rejets atmosphériques issus du site (HBA, SM 15-6 et CMA7. **Un inventaire détaillé des points d'émissions comprenant la dénomination de l'émissaire, le nom de l'installation raccordée, le type de process associé, le type de traitement s'il existe et les modalités d'auto-surveillance est attendu.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### **N° 6 : Traitement des fumées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement des fumées

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

#### **Constats :**

##### Rappels des précédents constats :

Au cours du 28/03/2023, l'exploitant déclare que les installations suivantes sont équipées de dispositifs d'épuration des fumées :

- Rejet n°2 issus de la Grenailleuse Tunnel : Filtre à cartouche papier

- Rejet n°3 issus de la ligne de décochage : Filtre à manche
- Rejet n°5 issus de la PMS : Filtre à cartouche papier
- Rejet n°8 issus de l'installation Fulgure : Filtre à cartouche papier
- Rejet n°9 issus de l'installation SONAIR 10-15 : Filtre à manche
- Rejet n°10 issus de l'installation SAM 600 : Filtre à manche
- Rejet n°11 issus de l'installation DELTA NEU : Filtre à cartouche papier

Concernant les dispositifs d'épuration par filtre à cartouche, l'exploitant dispose d'un stock spécifique pour chaque équipement. Ce stock a été constaté lors de la visite des installations. Concernant les filtres à manche, l'exploitant dispose d'une réserve de filtres pour chaque installation, excepté pour les installations SONAIR 10-15 et DELTA NEU. L'exploitant précise qu'en cas de défaillance d'un filtre à manche, celui-ci est obstrué dans l'attente de la réception de la manche commandée.

L'exploitant doit disposer d'un stock minimum de filtres à manche spécifiques à chaque installation.

Constats de la présente visite d'inspection :

Dans son courrier du 31/05/2023, l'exploitant précise que le responsable de maintenance a effectué une commande pour avoir le stock de filtres nécessaires sur le site et cela pour toutes les installations. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que le suivi des stocks de filtres est assuré par GMAO.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Dispositions générales - Emissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Rappels des précédents constats :</u></p> <p>Les éléments présentés dans le courrier du 23/10/2020 ne répondent que très partiellement aux commentaires effectués sur cette non-conformité. Dans son courrier, l'exploitant précise que l'aspiration des hottes des fours d'élaboration est effectuée par le moteur gérant le réseau « Coral » qui réunit les fours d'élaboration, le tunnel de refroidissement et le poste « Fil fourré ». Il n'y a donc pas de moteur unique par four mais la puissance du moteur a été dimensionnée afin de respecter le seuil d'aspiration nécessaire à une bonne aspiration. Pour assurer une bonne aspiration, les tuyauteries sont nettoyées périodiquement. Contrairement à ce qui est attendu, l'exploitant est dans l'affirmation et non pas dans la démonstration. Aucune justification n'est apportée sur la suffisance du débit d'aspiration (137 000 m³/h sous 3 400 Pa). Les constats de la visite du 10 septembre 2020 n'attestent pas les affirmations de l'exploitant. Les éléments du courrier ne permettent pas de justifier du respect de l'article 3.1.1 de votre arrêté préfectoral. L'inspection reste dans l'attente de la démonstration de la réalisation d'une aspiration suffisante, quel que soit le</p>

mode de fonctionnement des fours. En l'absence de démonstration, des mesures correctives doivent être proposées pour améliorer la captation des émissions atmosphériques des fours.

L'exploitant doit s'appuyer sur les MTD renseignées au chapitre 4.5.4.1 « Collecte des effluents gazeux » du Document de référence sur les meilleures techniques disponibles « Forges et fonderies » de mai 2005.

Par courrier du 23/07/2021, l'exploitant précise qu'une étude va être menée pour la mise en place d'anneaux aspirants. Selon l'exploitant, ces anneaux permettraient de capter à la source la totalité des fumées dégagées par la fusion du métal. Dans son courrier, l'exploitant précise qu'il est dans l'attente de faisabilité du constructeur sur ce rétrofit. En action transitoire, l'exploitant mentionne qu'il envisage de mettre en place des "bâches" ignifugées sur les hottes.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'aucune action n'a été engagée sur ce sujet malgré les réflexions annoncées. L'absence d'action est liée soit à des contraintes financières (mise en place des anneaux aspirants), soit à des contraintes techniques (mise en place des bâches ignifugées).

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant la nécessité d'informer le ou les futurs repreneurs de la mise en conformité réglementaire attendue.

**Constats de la présente visite d'inspection :**

Par courriel en date du 28/06/2024, l'exploitant a transmis un rapport d'expertise sur le système d'aspiration et de collecte des fumées issus des fours de fusion (et de la station de traitement GS), de la ligne de coulée et du tunnel de refroidissement. Ce rapport a été rédigé par la société Plessis Aéraulique Conseils (rapport R24/002B du 16/05/2024). Le rapport détaille pour chaque équipement les besoins d'aspiration et les solutions à mettre en oeuvre pour garantir l'efficacité de l'aspiration. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que des dispositifs complémentaires de captage des effluents atmosphériques ont été installés suite à la remise de ce rapport. Lors de la visite des installations, l'inspection a notamment constaté la présence de flancs verticaux hermétiques sur 3 côtés à proximité des fours de fusion de 1,5 tonne. **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :**

- lister l'ensemble des recommandations formulées dans le rapport d'expertise,
- préciser les recommandations d'ores et déjà mises en oeuvre,
- présenter l'échéancier de mise en oeuvre des recommandations restantes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Surveillance des rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

**Constats :**

Rappels des précédents constats (28/03/2023) :

Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques a été réalisé du 17 au 19 janvier 2023 par la société APAVE (N°2186158-001-1 du 15/03/2023 - Version n°1).

L'APAVE Agence de Rennes est agréée par le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires via l'arrêté ministériel du 16 décembre 2022 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère (agréments 1a, 2, 3a, 6a, 10a, 11 et 12).

L'organisme n'est pas accrédité COFRAC pour les mesures des polluants Phénols et Amines telles que réalisées à l'heure actuelle.

Constats de la présente visite d'inspection :

Par courrier daté du 31/05/2023, l'exploitant précise que ces polluants (Phénols et Amines) ne font pas partie de la liste des polluants pour lesquels une méthode de référence pour le prélèvement est définie par l'avis du 22/02/2022 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les ICPE (Texte abrogé et remplacé par l'avis du 16 mai 2025). L'avis du 16/05/25 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement (qui abroge notamment l'avis du 22/02/2022) précise que dans " les mesures dans l'air à l'émission sont réalisées par un laboratoire disposant, pour les paramètres concernés, de l'agrément du ministère chargé de l'environnement conformément à l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Pour les paramètres pour lesquels l'agrément n'est pas requis, les mesures dans l'air à l'émission sont réalisées par un laboratoire accrédité selon la norme NF EN ISO/IEC 17025 par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation".

En l'absence d'agrément pour les paramètres "Phénols " et "Amines", l'organisme de contrôle doit être accrédité pour ces deux paramètres. Le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques (Rapport APAVE n°134673452-001-2 du 10/03/2025) précise que les mesures en Phénols n'ont pas été réalisées sous Accréditation. Aucune mesure du paramètre Amines n'a été réalisée. **A défaut de l'existence d'agrément pour la mesure des Phénols et des Amines, l'organisme doit être accrédité pour ce paramètre.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 9 : Surveillance des rejets atmosphériques (noyautage/moulage) - Paramètres**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 9.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement

**Constats :**

Rappels des précédents constats :

Par courriel du 17/02/2021, l'exploitant avait transmis son examen théorique des substances

susceptibles d'être émises par l'ensemble de ses activités (noyautage, moulage, coulée, refroidissement et parachèvement). Cet examen a été jugé pertinent par l'inspection lors de la visite d'inspection du 04/02/2021. Toutefois, l'inspection des installations classées s'interroge sur le non suivi du formaldéhyde et de l'ammoniac au regard des procédés de noyautage et de moulage mise en œuvre sur le site de Changé.

Pour rappel, d'après le BREF SF (mai 2005), au moins pour le cas du procédé en coquille, "La résine utilisée pour le préenrobage est une "novolaque" phénolique ayant un rapport formaldéhyde/phénol inférieur à 1. On ajoute une hexaméthylènetétramine à la résine en tant que durcisseur. L'hexaméthylènetétramine se décompose à 160 °C en deux composants de base : le formaldéhyde et l'ammoniac."

Dans le cas où les éléments présentés justifient l'absence de suivi de ces substances, il conviendra d'effectuer une levée de doute par une analyse afin d'attester de l'absence de ces substances au sein des installations susceptibles d'émettre ces substances. Pour rappel, le formaldéhyde est un Composé Organique Volatil inscrit à l'annexe III de l'arrêté du 02/02/1998.

#### Constats de la présente visite d'inspection :

Par courrier du 31/05/2023, l'exploitant précise que la mesure du formaldéhyde et de l'ammoniac n'a jamais été effectuée séparément lors des campagnes de mesures. Ces deux paramètres seront toutefois intégrés de manière visible lors des prochaines mesures sur le secteur "Sable". Une levée de doute sera également prévue sur l'aspiration du secteur Fusion.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé que :

- la mesure du formaldéhyde a été omise lors de la campagne de mesures réalisée du 14 au 16/01/2025. La nouvelle campagne de mesures planifiée au cours de la semaine 44 de cette année intégrera le suivi de cette substance,
- le suivi de la substance Amines ne semble pas cohérent vis-à-vis du process. L'inspection des installations classées a rappelé que ce positionnement diffère de celui pris en 2021 lors de l'identification des rejets potentiels lors du procédé "Boite Froide".

**En conclusion, l'exploitant est tenu d'adapter son programme d'auto-surveillance de la qualité de ses rejets atmosphériques selon les procédés mis en oeuvre. L'activité de moulage/noyautage est à l'origine d'émissions qu'il convient de surveiller. La prochaine campagne de mesure doit être adaptée. Le rapport de la prochaine campagne de mesure sera communiqué à l'inspection dès réception.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 10 : Respect des VLE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conformité des rejets

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :



1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;

2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

**Constats :**

Rappels des précédents constats (28/03/2023) :

Le dernier contrôle de la qualité des rejets atmosphériques a été réalisé du 17 au 19 janvier 2023 par la société APAVE (N°2186158-001-1 du 15/03/2023 - Version n°1).

Le contrôle des rejets atmosphériques met en évidence les dépassements suivants :

- rejet n°1 (Four de fusion) : Non respect de la fourchette "haute" NEA-MTD fixée à 20 mg/Nm<sup>3</sup> en poussières (30,8 mg/Nm<sup>3</sup>) ;
- rejet n°2 (Grenailleuse tunnel) : Non respect de la NEA-MTD fixé à 20 mg/Nm<sup>3</sup> en poussières sur le deuxième essai (22,8 mg/Nm<sup>3</sup>)

Constats de la présente visite d'inspection :

Par courrier du 31/05/2023, l'exploitant précise que, pour le rejet n°2, la société VALTEX est intervenue sur les filtres de la grenailleuse tunnel après la campagne de mesure. Une seconde mesure a été effectuée. Les résultats sont conformes. Suite à la mise en place du système de traitement des fumées issues des fours de fusion (cf. point de contrôle n°14), une nouvelle campagne de mesure des rejets sera effectuée au cours de la semaine 44 de cette année afin de garantir le respect de la fourchette "haute" NEA-MTD fixée à 20 mg/Nm<sup>3</sup> en poussières.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Emissions de poussières - Meilleures Techniques Disponibles**

**Référence réglementaire :** Autre du 01/05/2005, article 5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air - BREF SF

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Maintenir les émissions de poussière à un niveau inférieur à 0,2 kg/tonne de fonte.

**Constats :**

Rappels des précédents constats :

Les Meilleures Techniques Disponibles « Forges et Fonderies » impose le maintien des émissions de poussières à un niveau inférieur à 0,2 kg/tonne de fonte. Aucun élément démontrant le respect de cette disposition n'est présenté par l'exploitant. Il est attendu un examen de conformité vis-à-vis des dispositions du BREF SF. Par courrier du 23/07/2021, l'exploitant précise qu'un fichier de suivi des rejets atmosphériques est maintenu à jour en fonction des rapports envoyés par l'organisme de contrôle. Pour l'année 2020, le flux massique de poussières est de 1,05 kg/tonne. L'exploitant précise qu'au vu des installations actuelles, l'objectif de 0,2 kg/t, inscrit dans la MTD, "ne pourra être atteint qu'avec la mise en place d'un filtre adapté".

Constats de la présente visite d'inspection :

Les nouvelles conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles au titre de la Directive IED dans le secteur des forges et fonderies ne reprennent pas cette limite d'émission en flux massique. Les nouvelles conclusions imposent des NEA-MTD pour chaque polluant, à chaque étape du procédé

de fonderie.

Ce point de contrôle est désormais sans objet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Dossier de réexamen - IED

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 11/03/2017, article R.515-71-I

**Thème(s) :** Situation administrative, Dossier de réexamen

**Prescription contrôlée :**

I - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.

**Constats :**

Par courrier en date du 17/12/2024, la société Fonderie Laval a été informée par l'inspection des installations classées que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF Forges et Fonderies (SF) avaient été publiées au journal officiel de l'Union européenne le 6 décembre 2024. Ces meilleures techniques devront être mises en œuvre sur le site au plus tard dans un délai de quatre ans suivant cette date de publication, soit le 6 décembre 2028 excepté dans le cas d'une modification substantielle des installations entrant dans le champ d'application du BREF SF.

Conformément à l'article R.515-71-I du Code de l'environnement, un dossier de réexamen doit être remis dans un délai de douze mois suivant cette publication, dont le contenu est fixé aux articles R. 515-72 et R. 515-73 du Code de l'environnement. L'exploitant déclare qu'il a fait appel à la société Bureau Veritas pour la rédaction du dossier de réexamen.

Conformément aux dispositions fixées par l'article R. 515-81 du Code de l'environnement, ce dossier doit être accompagné du rapport de base prévu à l'article R.515-59 ou de la justification de sa non-remise le cas échéant. L'exploitant a bien connaissance de la nécessité de remettre un rapport de base. Par courriel du 03/09/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées des rapports récents de suivi de la qualité des sols au droit du site (Rapport TAUW R001-162346BTC-V01 du 13/12/2024 et Rapport SOCOTEC E14Q5/23/973 du 13/12/2023). Les données de ces rapports seront incluses au sein du rapport de base.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 13 : Maîtrise et réduction des émissions atmosphériques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 29/11/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de réaliser, avant le 31 décembre 2023, l'épuration des effluents gazeux issus des fours de fusion par voie sèche, en tenant compte des niveaux d'émission associés à la MTD tels qu'ils sont indiqués dans le document de référence « Forges et fonderies » de mai 2005. Une mesure en permanence des émissions de poussières doit être réalisée au droit de cet émissaire.

**Constats :**

Rappels des précédents constats (28/03/2023) :

Au jour de la visite d'inspection, aucune action, outre la réalisation d'un devis, n'a été engagée par l'exploitant. L'exploitant met en avant les difficultés financières rencontrées depuis la contraction du chiffre d'affaires. L'établissement a été placé en redressement judiciaire en septembre 2022. Un repreneur du site est recherché. L'échéance du dépôt des offres de reprise est fixée au 17/04/2023. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant la nécessité d'informer le ou les futurs repreneurs de la mise en conformité réglementaire attendue pour la fin de l'année 2023. A ce jour, l'échéance mentionnée au sein de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/11/2021 n'est pas échue.

Constats de la présente visite d'inspection :

Pour rappel, la fonderie a été rachetée par le Groupe Gietburg le 1<sup>er</sup> mars 2024. La Société Saint Jean Industries avait été placée en redressement judiciaire en septembre 2022. Un changement d'exploitant a été opéré le 1<sup>er</sup> mars 2024 au profit de la Société Fonderie Laval. Avant la reprise officielle du site, la société Fonderie Laval a sollicité auprès du Préfet de la Mayenne un délai allant jusqu'au 31 décembre 2025 pour la mise en oeuvre du dispositif de traitement des rejets atmosphériques issus des fours de fusion. Une suite favorable à cette demande a été donnée par courrier préfectoral du 25/04/2024.

Par courriel en date du 17/10/2024, l'exploitant a transmis la dernière offre du fournisseur LUEHR FILTER. Ce fournisseur garantit une concentration résiduelle en poussière dans les gaz traités de 2 mg/Nm<sup>3</sup>. Cette valeur de concentration respecte les NEA-MTD définies au sein des nouvelles conclusions sur les MTD. L'investissement financier est de l'ordre d'un million d'euros.

Par courriel en date du 30/07/2025, l'exploitant informe l'inspection que, sauf problème majeur, les travaux concernant l'installation du dépoussiéreur pour l'aspiration générale de la fusion devraient se solder à la fin du mois d'août. Un contrôle des rejets atmosphériques, englobé dans la campagne de rejet, serait effectué par la société APAVE, en S44.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que le fournisseur LUEHR FILTER a été retenu pour la mise en place du système de collecte et de traitement des gaz des fours de fusion. Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté la présence du dispositif de traitement. Le dispositif de traitement est constitué d'un cyclone et d'un filtre à manche. L'équipement a été mis en service au cours du mois de septembre 2025. La réception définitive de l'équipement est prévue pour fin octobre 2025. **Une copie du bon de réception sera communiquée à l'inspection dès réception.**

Lors de la visite des installations, l'exploitant a présenté le poste de commande de l'installation. L'exploitant déclare qu'un dispositif d'alerte et d'alarme en cas d'émissions importantes de poussières a été mis en place. L'inspection constate que le suivi des émissions de poussières ne fait pas l'objet d'un affichage numérique de la teneur en poussières dans les rejets. **L'inspection demande à l'exploitant de détailler les modalités précises de surveillance de la qualité des émissions de poussières.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

